

**Département de l'Hérault
Commune de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE**

**Enquête Publique
Suivant arrêté n° MAR2022-0051 du 30 septembre 2022**

**Ouverture de l'enquête
du 24 octobre au 25 novembre 2022**

**Enquête Publique unique relative
à la modification n°1 du
Plan local d'urbanisme
de la commune de Villeneuve-lès-
Maguelone et au projet de périmètre
délimité des abords de « l'église Saint-
Etienne »**

ANNEXES AU RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

**MONTPELLIER, le 19 décembre 2022
Le Commissaire enquêteur
Jean-Luc BRIAL**

ANNEXES

- Annexe 1 : Décision de désignation du commissaire enquêteur par le Président du Tribunal administratif

- Annexe 2 : Publicité légale

- Publication « Midi Libre » du 6 octobre 2022
- Publication « La Gazette » du 6 octobre 2022
- Publication « Midi Libre » du 27 octobre 2022
- Publication « La Gazette » du 27 octobre 2022
- Certificat d'affichage daté du 24 novembre 2022

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTPELLIER

29/08/2022

N° E22000112 /34

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision portant désignation d'un commissaire-enquêteur

Vu enregistrée le 16 août 2022, la lettre par laquelle Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique unique relative à la modification n°1 du Plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone et au projet de périmètre délimité des abords de "l'Eglise Saint-Etienne", monument historique de ladite commune ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 123-1 et suivants et R 123-5 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc BRIAL est désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : L'indemnisation du commissaire-enquêteur sera assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, responsable du projet, en application de la décision du président du tribunal administratif fixant les sommes qui lui sont dues.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et à Monsieur Jean-Luc BRIAL.

Fait à Montpellier, le 29 août 2022.

Le Président,



Denis BESLE

AVIS PUBLICS

AVIS ADMINISTRATIFS

AVIS DE PORTER A CONNAISSANCE

Projet de servitude de pistes de défense des forêts contre les incendies (DFCI) Commune de LA LIVNIÈRE

Le Préfet de l'Hérault informe les propriétaires et ayants droits concernés qu'il sera procédé au porteur à connaissance du projet d'établissement d'une servitude de passage et d'aménagement d'une largeur de dix mètres pour assurer la continuité des pistes de défense des forêts contre les incendies (DFCI) numérotées ANV 73, 74 et 82 au lieu-dit « Saint-Jean des Neufours » sur le territoire de la commune de LA LIVNIÈRE.

Le dossier est consultable dans la mairie concernée du 10 octobre 2022 au 12 décembre 2022. Les propriétaires et ayants droits pourront pendant les deux mois de l'affichage faire connaître par écrit leurs observations au Préfet - Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Bâtiment Ozone - 181 place Ernest Garinier - CS60559 - 34094 Montpellier Cedex 2.

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

Installations classées pour la protection de l'environnement

sur la demande formulée par la SAS BIOCAMA INDUSTRIE, dont le siège social est situé 1 rue de la Garenne - 34 740 VENDARGUES, en vue d'obtenir l'enregistrement relatif à l'implantation d'une installation de stockage de déchets de matériaux inertes à 34 153 ANIANE, Chemin des Carottes - Route de St. GUICHEM, relevant de la rubrique 2760-3 (installation de stockage de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pendant toute la durée de la consultation du public, du 24 octobre 2022 à 9h00 au vendredi 18 novembre 2022 à 19h00 inclus, le dossier d'enquête sera déposé et consultable :

- en mairie d'ANIANE (34 150), place de l'Hôtel de Ville, aux heures habituelles d'accueil du public ;
- du mardi 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, mardi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.
- sur le site des services de l'Etat.

https://www.heralp.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/COPE/DOSSIERS-D-ENREGISTREMENT

Pendant toute la durée de l'enquête, du 24 octobre 2022 à 9h00 au vendredi 18 novembre 2022 à 19h00 inclus, les observations des personnes intéressées pourront :

- être formulées sur le registre de consultation prévu à cet effet en mairie d'ANIANE, siège de l'enquête, place de l'Hôtel de Ville, aux heures d'ouverture de la mairie ;
- être adressées par écrit, avant la fin du délai de consultation du public, à Monsieur le Préfet (Préfecture de l'Hérault - Direction des Relations avec les Collectivités Locales-Bureau de l'environnement-34052 MONTPELLIER Cedex 2)

Les communes comprises dans le périmètre de la consultation sont ANIANE et SAINT-JEAN-DE-FOSS.

A l'issue du délai imparti pour l'instruction de la demande, la décision relative à cette demande d'enregistrement sera prise par le Préfet de l'Hérault. L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

AVIS AU PUBLIC

Commune de Néziignan L'évêque Prescriptions des révisions allégées 1 et 2 du Plan Local d'Urbanisme

Par délibérations en date du 20 septembre 2022, le Conseil Municipal de la commune de Néziignan L'évêque a décidé de prescrire une révision allégée 1 et 2 du Plan Local d'Urbanisme et définir les modalités de concertation. Ces délibérations peuvent être consultées en Mairie aux jours et horaires habituels d'ouverture.

Publiez facilement votre annonce légale en quelques clics sur **www.legale-online.fr**

PROFESSIONNELLS

DU CHIFFRE ET DU DROIT,

VOTRE NOUVEAU SERVICE GRATUIT ET SANS ABONNEMENT POUR ACCÉDER À VOTRE ESPACE SÉCURISÉ AFIN DE :



- gérer vos publications légales et celles de vos clients ;
- publier dans les meilleurs délais et relancer immédiatement vos devis et attestations de parution ;
- archiver vos historiques de publication.

Une équipe dédiée de proximité pour vous accompagner : 04 67 07 69 38

annonces.legales@midilibre.com

ENQUÊTES PUBLIQUES



AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

portant sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac et sur la création de deux périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Cannelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson

Par arrêté n°MAR2022-0050, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du lundi 24/10/2022 à 9h00 au vendredi 25/11/2022 à 17h00 inclus (soit 33 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n°2 du PLU de la Commune de Juvignac visant à permettre l'implantation d'un collège sur la commune, en continuité des équipements publics du quartier des Consolations et aux projets de création des périmètres délimités des abords (PDA) du Domaine de Cannelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson.

Par décision n°E2200011/34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur François COLAIS, inspecteur de santé publique vétérinaire, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Juvignac (97 Les Allées de l'Europe - 34390 Juvignac) : le lundi 24 octobre 2022 de 9h00 à 12h00, le mercredi 16 novembre 2022 de 08h30 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022 de 13h30 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet à la Mairie de Juvignac (97 Les Allées de l'Europe - 34390 Juvignac) aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeas - 34361 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier-metropole.fr/enquetes-publiques) et sur le site internet de la Commune de Juvignac (www.juvignac.fr).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Juvignac et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°2 du PLU de Juvignac et projets de PDA du Domaine de Cannelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeas - CS 35556 - 34361 Montpellier cedex 2 - »
- par registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : https://participer.montpellier.fr/

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : www.montpellier-metropole.fr/enquetes-publiques.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : https://participer.montpellier.fr/

La personne responsable du projet de modification n°2 du PLU de la commune de Juvignac est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création du PDA du Domaine de Cannelles et du Domaine du Château de Bonnier de la Mosson sont présentés conformément à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L621-51 du code du Patrimoine et L122-6 du code de l'Environnement. La personne responsable des projets de création des périmètres délimités des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur les projets de création des PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tel. 04.67.02.32.36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête. Les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Juvignac, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier-metropole.fr/enquetes-publiques. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-les-Maguelone, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été émis au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L621-51 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Villeneuve-les-Maguelone au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

AVIS D'OUVREMENT D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-les-Maguelone et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne

Par arrêté n°MAR2022-0051, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du lundi 24/10/2022 à 9h30 au vendredi 25/11/2022 à 17h30 inclus (soit 33 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n°1 du PLU de la Commune de Villeneuve-les-Maguelone visant à adapter le servitude de mita sociale et l'édifice du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés et au projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne.

Par décision n°E2200011/21/34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Luc BRIAL, directeur adjoint de la Chambre d'agriculture du Gard, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Villeneuve-les-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-les-Maguelone) : le lundi 24 octobre 2022 de 09h00 à 12h00, le mercredi 16 novembre 2022 de 09h00 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022 de 14h00 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet à la Mairie de Villeneuve-les-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-les-Maguelone) aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et le mercredi jusqu'à 19h00 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeas - 34361 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier-metropole.fr/enquetes-publiques) et sur le site internet de la Commune de Villeneuve-les-Maguelone (www.villeneuvelesmaguelone.fr).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 9h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Villeneuve-les-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-les-Maguelone et projet de PDA de l'Eglise Saint-Etienne - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeas - CS 35556 - 34361 Montpellier cedex 2 - »
- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : https://participer.montpellier.fr/

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : www.montpellier-metropole.fr/enquetes-publiques.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : https://participer.montpellier.fr/

La personne responsable du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Villeneuve-les-Maguelone est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création du PDA de l'Eglise Saint-Etienne est présenté conformément à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L621-51 du code du Patrimoine et L1234 du code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création du périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création du PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tel. 04.67.02.32.36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête. Les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Villeneuve-les-Maguelone, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier-metropole.fr/enquetes-publiques. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de Villeneuve-les-Maguelone, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été émis au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, les projets de périmètres délimités des abords seront soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L621-51 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Villeneuve-les-Maguelone au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R153-18 du code de l'urbanisme.

VIE DES SOCIÉTÉS

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 01/10/2022, il a été constituée une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination Sociale : "ALCHMIE" Forme : SASU Capital social : 1 000 € Siège social : 1 rue Joubert, 34000 Montpellier

DISSOLUTION LIQUIDATION

AVIS

SCI SOMU, SCI au capital de 1524,49€, Siège social, 34 rue Henri René 34000 Montpellier, 410 150 833 RCS MONTPELLIER. Le 15/10/2022, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société, nommée liquidateur M. Jean Paul DONNAUD, 515 34380 CLAPIERS, et livé le siège de liquidation et l'adresse de correspondance à l'adresse du liquidateur tel que désigné ci-dessus. Modification au RCS de MONTPELLIER.

MODIFICATION

EKSEL

SASU au capital de 10 000 € Siège social : 10 avenue du professeur grassat 34090 MONTPELLIER RCS MONTPELLIER 832 253 888

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

L'assemblée générale ordinaire du 3/09/2021 a décidé le transfert du siège social à compter du 01/10/2021 et de modifier l'article 4 des statuts comme suit :

- Ancienne mention : le siège social de la société est fixé au 10 avenue du professeur grassat, 34090 MONTPELLIER.

- Nouvelle mention : le siège social de la société est fixé au 220 rue du dos de la cerise, 34000 MONTPELLIER.

L'inscription modificative sera portée au RCS/MONTPELLIER tenue par le greffe du tribunal.

Florian AMALIC associé unique

AUTRES ANNONCES LÉGALES

DÉCISION JUDICIAIRE

AVIS

Par jugement du Tribunal Correctionnel de Nîmes, chambre correctionnelle, en date du 16 novembre 2021, le Tribunal a statué publiquement, en premier ressort et contrairement à l'avis de BRUNEL André, FIGUEROA Antoine et FARAJ Amine, contrairement à l'avis de BOSSSE Franck, le présent jugement devant lui être signifié.

SUR L'ACTION PUBLIQUE

Relève BOSSSE Franck, Claude pour les faits de :

- DIFFAMATION ENVERS PARTICULIERS) PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER à l'égard de Madame Marline FIGUEROA.
- PROVOCATION À LA DISCRIMINATION EN RASON DE L'ORIGINE, L'ETHNIE, LA NATION, LA RACE OU LA RELIGION PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 16 décembre 2016 à MONTPELLIER.

Déclare BOSSSE Franck, Claude coupable des faits de :

- DIFFAMATION ENVERS PARTICULIERS) PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.
- DIFFAMATION ENVERS PARTICULIERS) PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.
- DIFFAMATION ENVERS PARTICULIERS) PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.
- INJURE PUBLIQUE ENVERS UN PARTICULIER PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.
- INJURE PUBLIQUE ENVERS UN PARTICULIER PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.
- DIFFAMATION ENVERS PARTICULIERS) PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.
- INJURE PUBLIQUE ENVERS UN PARTICULIER PAR PAROLE, ÉCRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE, faits commis le 24 octobre 2016 à MONTPELLIER.

Condamne BOSSSE Franck, Claude au paiement d'une amende de trois mille euros (3000 euros) ;

Le président n'a pu saisir le prévenu condamné que s'il écoule le montant de cette amende dans le délai d'un mois à compter de la date où cette décision a été prononcée, ce montant sera minoré de 20% sans que cette diminution puisse excéder 1500 euros.

Le paiement de l'amende ne fait pas obstacle à l'exécution des voies de recours. Dans le cas d'une voie de recours contre les dispositions pénales, il appartient à l'intéressé de demander la restitution des sommes versées.

Ordonne à l'égard de BOSSSE Franck, Claude la publication de la décision dans le journal Midi Libre Édition Montpellier à la charge du condamné ;

En application de l'article 1018 A du code général des impôts, la présente décision est assujétie à un droit fixe de procédure de 254 euros dont est déductible BOSSSE Franck ;

Le condamné est informé qu'en cas de paiement de l'amende et du droit fixe de procédure dans le délai d'un mois à compter de la date où cette décision a été prononcée, il bénéficie d'une part de la suppression de l'éventuelle majoration du droit fixe de procédure pour non-comparution prévue à l'article 2, 3° de l'article 1018A du CGI (éventuelle majoration prévue à l'article 4 de l'article 1018A du CGI est maintenue), et d'autre part d'une diminution de 20% sur la totalité de la somme résiduelle à payer.

SUR L'ACTION CIVILE

Déclare BOSSSE Franck responsable du préjudice subi par BRUNEL André, partie civile ;

Condamne BOSSSE Franck à payer à BRUNEL André, partie civile, la somme de cinq mille euros (5000 euros) en réparation du préjudice moral pour tous les faits commis à son encontre ;

En outre, condamne BOSSSE Franck à payer à BRUNEL André et FARAJ Amine, parties civiles, la somme de mille cinq cents euros (1500 euros) au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale ;

Ordonne la restitution de la consignation à la partie civile ;

Informes la personne prévenue, par la présente décision, de la possibilité pour les parties civiles, non éligibles à la CM, de saisir le SARLVI si elle ne procède pas au paiement des dommages intérêts auxquels elle a été condamnée dans le délai de 2 mois à compter du jour où la décision est devenue définitive ; et le présent jugement ayant été signé par le président et la greffière.

LA GREFFIÈRE LE PRÉSIDENT

Vous créez ou faites évoluer votre entreprise

Nous gérons toutes vos formalités et vos publications

Votre service au 04 3000 2020

Nous vous assurons les meilleurs délais de parution

Nous vous délivrons rapidement une attestation de parution et des exemplaires justifiatifs de journaux

LA RAPIDITÉ C'EST NOTRE QUOTIDIEN

Annonces légales Vie des sociétés Ventes aux enchères

SERVICE SPÉCIALISÉ 04 3000 2020



AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

portant sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne



Par arrêté n° MAR2022-0051, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, **du lundi 24/10/2022 à 8h30 au vendredi 25/11/2022 à 17h30 inclus** (soit 33 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n° 1 du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone visant à adapter la servitude de mixité sociale et l'article du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés et au projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne.

Par décision n° E22000112 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Luc BRIAL, directeur adjoint de la Chambre d'agriculture du Gard, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone) : le lundi 24 octobre 2022 de 09h00 à 12h00, le mercredi 09 novembre 2022 de 09h00 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022 de 14h00 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et le mercredi jusqu'à 19h00 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques) et sur le site internet de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone (www.villeneuvelesmaguelone.fr).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :
- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : "Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n° 1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone et projet de PDA de l'Eglise Saint-Etienne - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2" ;
- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

La personne responsable du projet de modification n° 1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04 67 13 60 24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création du PDA de l'Eglise Saint-Etienne est présenté concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création du périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création du PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tel. 04 67 02 32 36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n° 1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Villeneuve-lès-Maguelone au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.



Installations classées pour la protection de l'environnement

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

sur la demande formulée par la SAS BIOCAMA INDUSTRIE, dont le siège social est situé 1 rue de la Garenne - 34740 VENDARGUES, en vue d'obtenir l'enregistrement relatif à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets de matériaux inertes à 34150 ANIANE, Chemin des Carottes - Route de St. GUILHEM, relevant de la rubrique 2760-3, (installation de stockage de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Pendant toute la durée de la consultation du public, **du lundi 24 octobre 2022 à 9h00 au vendredi 18 novembre 2022 à 16h00 inclus**, le dossier d'enquête sera déposé et consultable :

- en mairie d'ANIANE (34150), place de l'Hôtel de Ville, aux heures habituelles d'accueil du public :
lundi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
mardi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

- sur le site des services de l'État : <https://www.herault.gouv.fr/Publications/Consultation-du-public/ICPE/DOSSIERS-D-ENREGISTREMENT>

Pendant toute la durée de l'enquête, **du lundi 24 octobre 2022 à 9h00 au vendredi 18 novembre 2022 à 16h00 inclus**, les observations des personnes intéressées pourront :

- être formulées sur le registre de consultation prévu à cet effet en mairie d'ANIANE, siège de l'enquête, place de l'Hôtel de Ville, aux heures d'ouverture de la mairie :
lundi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
mardi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
mercredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
jeudi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00,
vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00.

- être adressées par écrit, avant la fin du délai de consultation du public, à Monsieur le Préfet (Préfecture de l'Hérault - Direction des Relations avec les Collectivités Locales - Bureau de l'Environnement - 34062 MONTPELLIER Cedex 2)

Les communes comprises dans le périmètre de la consultation sont ANIANE et SAINT-JEAN-DE-FOS.

À l'issue du délai imparti pour l'instruction de la demande, la décision relative à cette demande d'enregistrement sera prise par le Préfet de l'Hérault. L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales, ou d'un arrêté préfectoral de refus.

SCI 5A7

Société civile immobilière au capital de 500 €
Siège social : 31 rue des Tilleuls - 67204 ACHENHEIM
901 324 921 RCS STRASBOURG

Aux termes d'une délibération en date du 01 août 2022, l'Assemblée Générale a décidé :

- de transférer le siège social du 31 rue des Tilleuls - 67204 ACHENHEIM au 9 rue Chavasse - 34200 SETE, à compter du 01 août 2022, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Strasbourg sous le numéro 901 324 921 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de MONTPELLIER.

La Société, constituée pour 99 années à compter du 12 juillet 2021, a pour objet social :

- l'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement,
- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.
Et un capital de 500 euros composé uniquement d'apports en numéraire.

Pour avis, la Gérance

BECOME FORMATION

Société par Actions Simplifiée
au capital de 1 000 euros
153 rue Charles Vanel
34070 MONTPELLIER
RCS MONTPELLIER B 888 232 634

Aux termes d'un procès-verbal en date du 21/09/2022, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 111 euros par apports en numéraire avec création d'action nouvelles et prime d'émission de 2 389 €. Le capital social qui était de 1.000 euros est désormais de 1 111 euros.

Le Président

CARS MEDITERRANEE MONTPELLIER

SASU au capital de 105 500,00 €
Siège social : VAUVERT (30600)
958 avenue Ampère Zone Industrielle
812 395 929 RCS NÎMES

Décision du 29.08.2022 : Transfert du siège social à CASTRIES (34160), 460 avenue de la Royale, à compter de ce jour. Nouveau greffe compétent : MONTPELLIER. Président : GALEO, SAS établie à Quartier La Maladière - 07130 SAINT-PERAY, 502 362 304 RCS AUBENAS. Modification corrélative des statuts.

IKO HOLDING

SASU au capital de 1 000 €
Siège social : 21 rue Daniel Balavoine 34570 PIGNAN
894 394 501 RCS de MONTPELLIER

L'AGE du 30/09/2022 a décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidateur M. ICKOWICZ JORDAN, demeurant 21 rue Daniel Balavoine 34570 PIGNAN, et fixé le siège de liquidation au siège social. Mention au RCS de MONTPELLIER.



AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES, AVIS DE CONCERTATION PRÉALABLE, AVIS DE MODIFICATION DU PLU...

Donnez-leur un maximum de visibilité : publiez-les sur l'hébo d'information N°1 du département.

Simplifiez-vous la vie : réactivité à vos demandes de renseignements ou de devis.

Envoi gratuit, par courrier, d'un ou plusieurs exemplaires du journal, à sa parution.

Pour toute transmission du texte de l'avis **avant le mardi 14 h, publication le jeudi.**

SERVICE ANNONCES LÉGALES - Marie-Laure Boyer - 06 75 08 84 20

LA GAZETTE DE MONTPELLIER

13 place de la Comédie - CS 39530 - 34960 Montpellier cedex 2
annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

LA GAZETTE DE NÎMES

11 rue Régale - 30000 Nîmes
annonceslegales@gazettedenimes.fr



AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

portant sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne

RAPPEL

Par arrêté n° MAR2022-0051, M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, **du lundi 24/10/2022 à 8h30 au vendredi 25/11/2022 à 17h30 inclus** (soit 33 jours consécutifs), afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet de modification n° 1 du PLU de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone visant à adapter la servitude de mixité sociale et l'article du règlement écrit relatif à la compensation des arbres coupés et au projet de création du périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne.

Par décision n° E22000112 / 34 en date du 29/08/2022, le Président du Tribunal Administratif de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Luc BRIAL, directeur adjoint de la Chambre d'agriculture du Gard, retraité, en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique.

Monsieur le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone) : le lundi 24 octobre 2022 de 09h00 à 12h00, le mercredi 09 novembre 2022 de 09h00 à 12h00 et le vendredi 25 novembre 2022 de 14h00 à 17h00.

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra par ailleurs consulter le dossier d'enquête publique sur les registres d'enquête ouverts à cet effet à la Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone (Place Porte Saint-Laurent - 34751 Villeneuve-lès-Maguelone), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et le mercredi jusqu'à 19h00 et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50 Place Zeus - 34961 Montpellier) aux heures habituelles d'ouverture, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques) et sur le site internet de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone (www.villeneuvelesmaguelone.fr).

Durant toute la durée de l'enquête, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra en outre consulter le dossier d'enquête publique sur un poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30.

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Monsieur le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :
- sur les registres ouverts à cet effet en mairie de Villeneuve-lès-Maguelone et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : "Monsieur le commissaire enquêteur - projet de modification n° 1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone et projet de PDA de l'Eglise Saint-Etienne - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier cedex 2" ;
- sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://participer.montpellier.fr/>

La personne responsable du projet de modification n° 1 du PLU de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification auprès de la Direction Planification Environnement et Appui aux Territoires (DPEAT - 04 67 13 60 24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création du PDA de l'Eglise Saint-Etienne est présenté concomitamment à la modification du PLU, conformément aux dispositions des articles L.621-31 du code du Patrimoine et L.123-6 du code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création du périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création du PDA auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36).

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en Mairie de Villeneuve-lès-Maguelone, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public.

Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n° 1 du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Villeneuve-lès-Maguelone au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

EZ CARRELAGE

SARL au capital de 5 000 euros
Siège social : Route de Ganges 32 rue Cabarnet
34980 SAINT CLEMENT DE RIVIERE
RCS MONTPELLIER 790 733 091

CHANGEMENT DE GÉRANT TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'Assemblée générale extraordinaire en date du 15/02/2022, il a été décidé et ce à compter du 15/02/2022 :
- de nommer nouveau gérant MBAREK LAHMOUDI ALLACH demeurant C SANTA NATALIA 25 PO3 NULES CASTELLO, né le 01/01/1968 à CHRAHMA Maroc, de nationalité espagnole, en remplacement de M. EZZIANI ZAKARIAE, démissionnaire
- de transférer le siège social au 580 rue Marcel Paul 34070 MONTPELLIER.

Pour avis, le Gérant

OUSHI TRANSPORT

SAS au capital de 9 000,00 euros
Siège social : résidence les matins d'Aiguelongue Bât A
751 rue Pioch du Boutonnet 34090 MONTPELLIER
RCS MONTPELLIER 912 232 287

ADJONCTION À L'OBJET SOCIAL

Suivant acte sous seing privé du 11/10/2022, il a été décidé d'adoindre à l'objet social de la société, et ce, à compter du 11/10/2022, l'activité suivante : "commissionnaire de transport", en plus de l'activité existante.

Pour avis, le Président

AVIS DE CONSTITUTION DE SOCIÉTÉ

Par acte SSP du 01/10/2022, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : BATI RENOV CONCEPT
Objet social : Tous corps d'état dans le bâtiment
Siège social : ZI Mas d'Astre 55 allée Jean François Lesueur 34070 MONTPELLIER
Capital : 10 000 €
Durée : 99 ans
Gérance : M. DJEMAA Radhouane, demeurant ZI Mas d'Astre 55 allée Jean François Lesueur 34070 MONTPELLIER
Immatriculation : au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, la Gérance

LEYPRE

SAS au capital de 150 000 euros
Siège social : 13 rue Maguelone 34000 MONTPELLIER
RCS MONTPELLIER 530 400 639

EXTENTION DE L'OBJET SOCIAL

Aux termes de l'AGE du 12/10/2022, il a été décidé d'étendre l'objet social comme suit : L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles terrains ou locaux, l'édification ou la participation à l'édification de toutes constructions leur aménagement leur mise en valeur leur exploitation par bail location ou autrement et accessoirement la vente. L'acquisition la gestion et la vente de toutes valeurs immobilières de placement.
Mention sera faite au RCS de MONTPELLIER.

Pour avis, la Présidence



AVIS DE PROCÉDURE ADAPTÉE N° PA.22.04

PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES PARCS, JARDINS, CIMETIÈRES ET AUTRES ESPACES COMMUNAUX POUR LES EXERCICES 2023 À 2026

1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LES MARCHÉS : VILLE DE VENDARGUES

1 Place de la Mairie - BP 58
34740 VENDARGUES
Tél. : 04 67 70 05 04
secretariatgeneral@vendargues.fr

2 - MODE DE PASSATION DU MARCHÉ RÉSERVÉ :

Procédure adaptée selon dispositions de l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique
Les articles L. 2113-12 et R. 2113-7 du code de la commande publique s'appliquent. Le marché est donc réservé à des entreprises adaptées ou à des établissements et services d'aide par le travail ainsi qu'à des structures équivalentes.

3 - OBJET DU MARCHÉ :

Prestations d'entretien des parcs, jardins, cimetières et autres espaces communaux pour les exercices 2023 à 2026

4 - LIEU D'EXÉCUTION :

Sur la commune de Vendargues.

5 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES :

Conformément à l'article R. 2162-2 du code de la commande publique, l'accord-cadre mono-attributaire sera exécuté par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.
Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité. Les quantités sont fixées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.
Aucune variante n'est autorisée. Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

6 - DURÉE DES MARCHÉS :

Un an, à compter du 1^{er} janvier 2023, soit jusqu'au 31 décembre 2023, renouvelable ensuite par période d'une année, dans la limite de trois fois, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026.

7 - JUSTIFICATIONS À PRODUIRE :

Enveloppe unique comprenant les éléments de candidatures et de l'offre, tels que mentionnés au Règlement de la Consultation.

8 - RENSEIGNEMENTS, OBTENTION DES D.C.E. ET REMISE DES OFFRES :

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur le profil acheteur de la commune : <https://marches.montpellier3m.fr/>

9 - DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES :

Jeudi 24 novembre 2022 à 12 heures

10 - CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATS :

Garanties et capacités techniques et financières - Garanties et capacités professionnelles et juridiques

11 - CRITÈRES D'ATTRIBUTION :

Offre économiquement la plus avantageuse suivant les critères pondérés suivants :
- Valeur technique (60%),
- Prix (40%).

12 - DATE D'ENVOI À LA CONSULTATION : Mardi 25 octobre 2022

COURTOIS SERVICES

SAS au capital de 1 000 €
Siège social : 1280 avenue des Platanes Future Building I
34970 LATTES
812 790 038 RCS de MONTPELLIER

L'AGE du 10/10/2022 a décidé de transférer le siège social 23 avenue du 8 mai 1945 95200 SARCELLES
Radiation au RCS de Montpellier et ré-immatriculation au RCS de PONTOISE

Service annonces légales

Contact: Marie-Laure Boyer

Tél. 06 75 08 84 20

E.mail: annonceslegales@gazettedemontpellier.fr

www.lagazette-legales.fr

www.lagazettedemontpellier.fr



VILLENEUVE-LES-MAGUELONE

RAPPORT N° 202211 0007

Affichage du panneau jaune relatif à l'arrêté d'ouverture d'une enquête publique

Destinataires :

- Madame le Maire
- Monsieur l'Adjoint au Maire délégué à la Sécurité
- Archives de la Police Municipale

RAPPORT

L'an deux mille vingt deux, le vingt quatre du mois de novembre,

Nous soussigné(s), Brigadier-Chef Principal TASTI Lahcen

Agents de Police Judiciaire Adjoints, agréés et assermentés, en fonction et résidence à la Police Municipale de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE,
Agissant en tenue et de service, conformément aux ordres reçus de Madame le Maire de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE,
Vu l'article 511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,
Vu les articles L.2212-1, L.2212-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles 21, 21-2°, D14-1 et 73 du Code de Procédure Pénale,

Nous avons l'honneur de vous rendre compte des faits suivants :

Ce jour 24 Novembre 2022 , recevons pour instructions de la part de notre chef de poste de procéder à la vérification de l'affichage du panneau jaune relatif à l'arrêter d'ouverture d'une enquête publique portant sur la modification n°1 du PLU de Villeneuve les Maguelone et sur la création d'un périmètre délimité des abords de l'Eglise Saint-Etienne.

A 10 heure et 20 minutes , de patrouille à bord de notre véhicule de service ,assisté du Brigadier-Chef Cazottes Cyril et Gardien-Brigadier Chabrolle Romain, nous prenons des photographies des affiches aux adresses suivantes :

- au niveau de la Mairie de Villeneuve les Maguelone (Place Porte Saint-Laurent)
- A proximité de l'Eglise Saint Etienne,place de l'Eglise
- A proximité du Collège Les Salins, chemin Carrière Poissonnière
- A proximité de l'école primaire Françoise Dolto , Boulevard René Poitevin
- A promiximité de l'école primaire Pierre Bouissinet , Boulevard des Ecoles
- A proximité de l'école Maternelle Jean Jacques Rousseau , Plan des Sauges
- A proximité du stade d'athlétisme Alain Mimoun, chemin du Pilou
- A proximité du Centre Culturel Bérenger De frédol, Boulevard des Moures

Rapport fait pour être transmis à Madame le Maire de VILLENEUVE-LES-MAGUELONE.

Fait et clos à VILLENEUVE-LES-MAGUELONE, le 24/11/2022

Signature du rapport N°2022 110007

Le ou les A.P.J.A. :

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a horizontal line.

Vu et transmis,
Le Chef de Service de Police Municipale

